

# China Analysis

## Les Nouvelles de Chine

Cette rubrique, préparée par le Asia Centre ([www.centreasia.org](http://www.centreasia.org)) s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin et a pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et relatives au monde chinois.

## Origine et pouvoirs des « nouveaux riches »

### Synthèse commentée de Camille Bondoïs d'après :

- Article non attribué, « Private business people gain more influence in China », *Le Quotidien du Peuple*, 13 août 2006
- Han Fang Ming, « Les nouvelles responsabilités sociales des hommes d'affaires », *Nanfang Zhoumo*, 26 octobre 2006
- Lie Yin, « 90 % des riches en Chine sont des enfants de hauts fonctionnaires », *Singtao Daily*, 19 octobre 2006
- « La première enquête chinoise nationale sur "la nouvelle classe moyenne" », 9 septembre 2006

Près de trente ans après les débuts de l'ouverture économique de la Chine, les fruits de la réforme lancée par Deng Xiaoping sont visibles au sein même de sa population : la Chine compte désormais un nombre conséquent de personnes très riches qui font régulièrement la une de la presse chinoise et internationale. Chaque année, en Chine comme à l'étranger, de nouveaux classements et de nouvelles études sont publiés sur cette nouvelle couche sociale qui trente ans auparavant était presque inexistante dans le système social chinois et n'avait aucune légitimité politique.

Qui sont-ils ? Comment sont-ils devenus si riches, si vite ? Quel est leur vrai pouvoir au sein de la société ? Quels sont leurs engagements ? Voilà les questions que soulève la presse chinoise, à la fois fascinée et critique face à cette catégorie de la population fruit du développement économique, qui reflète à la fois les aspects les plus éclatants de la croissance mais aussi ses aspects les plus pervers et les plus obscurs.

### L'essor du secteur privé

La presse chinoise semble unanime pour lier richesse et essor du secteur privé. La réforme lancée par Deng a permis aux entreprises privées de se multiplier et de s'épanouir dans un contexte qui leur est devenu favorable. Comme le rappelle *Le Quotidien du Peuple*, dans les années 1970 le mot privé était encore tabou, considéré comme un symbole du capitalisme. Et pourtant, progressivement, l'attitude envers le secteur privé a évolué jusqu'à

aboutir à un renversement de vapeur. Dans les documents officiels du Parti communiste chinois (PCC), le secteur privé a d'abord été vu comme « un supplément au secteur d'État », puis comme « une part importante de l'économie » et enfin comme « une part fondamentale du système économique ». Le secteur privé a donc désormais une réelle légitimité : le Parti et par conséquent le gouvernement ne peuvent plus ignorer la contribution du secteur privé à la croissance, les « Trois Représentativités » de Jiang Zemin en 2001 en étant une des manifestations les plus patentes. C'est dans les secteurs clés du développement chinois que l'on retrouve le plus d'hommes d'affaires ayant fait fortune. La finance, l'immobilier, le commerce extérieur et la construction se sont révélés particulièrement porteurs.

De ce secteur privé en ébullition, des têtes sont sorties du lot, une classe de « riches » s'est progressivement structurée et cherche à se faire entendre sur la scène politique. Elle est devenue indispensable et influente au sein de la société et de la classe politique.

### Des enfants de hauts fonctionnaires

Toutefois, si le secteur privé a permis à des hommes de faire fortune, le quotidien hongkongais *Singtao Daily* révèle que peu d'entre eux sont de réels self-made men. En effet, ce journal fait état d'une enquête effectuée par des départements du centre de recherche du Conseil des affaires d'État, du centre de recherche de l'École du Parti et de la CASS. Cette étude affirme que parmi les milliers de riches

chinois, 90 % sont des enfants de hauts fonctionnaires.

Plus précisément, Le Manager international a publié un rapport montrant qu'en mars 2006 27 310 personnes avaient un capital de plus de plus de 50 millions de yuans, et 3 220 personnes avaient une fortune de plus de 100 millions de yuans. Parmi ces dernières, 2 932 sont des enfants de hauts fonctionnaires.

Ces riches sont localisés principalement dans les huit provinces chinoises les plus florissantes dont Canton (1566 personnes), Shanghai (225 personnes), Pékin (195 personnes), Jiangsu (172 personnes), Shandong (141 personnes) et Liaoning (79 personnes).

Non seulement ces nouveaux riches possèdent un capital total près de 200 milliards de yuans, mais ils détiennent également les postes les plus importants au sein des entreprises, dans les domaines clés de l'essor chinois : la finance, l'immobilier, la construction, le commerce extérieur.

De plus, l'enquête met en évidence le fait que les plus grandes entreprises du pays sont gérées par des enfants de hauts fonctionnaires. Par exemple, à Canton, les 20 plus grandes sociétés immobilières appartiennent à des enfants de hauts fonctionnaires. À Shanghai, c'est également le cas pour neuf des dix plus grandes sociétés immobilières. Dans la province du Jiangsu, les 22 plus grandes sociétés immobilières et les 15 plus grandes sociétés de construction appartiennent à des personnes dont les pères occupent des postes tels que vice-gouverneur de la province, représentant à l'Assemblée nationale populaire, ancien vice-secrétaire du comité provincial du Parti, ou encore ancien président du tribunal de la province, etc.

Pour le Singtao Daily, qui parle d'une classe à la fois bureaucratique et capitaliste, la fortune dépend donc du pouvoir que détient le cercle familial, qu'il soit légal, illégal ou « d'apparence légal » (有合法的, 有非法的, 有合法下的非法所得). Dans la Chine actuelle, certains postes sont particulièrement prisés et sont de bons moyens de s'enrichir : le contrôle des importations et des exportations, le contrôle des investissements étrangers, la gestion des prêts bancaires, la distribution des contrats de travaux publics, le contrôle de la spéculation financière, etc.

Pour décrocher un contrat ou obtenir un permis de construire, il est indispensable d'avoir des appuis politiques. De même, les fonctionnaires locaux sont dépendants du soutien financier et des investissements des entrepreneurs privés. La frontière entre pouvoir politique et pouvoir économique est donc floue.

## Le développement des groupes d'intérêt particuliers et les luttes d'influence

Ce mécanisme de génération de profit, dans lequel affaires publiques et privées se mêlent, a permis la création de groupes d'intérêt particuliers dont l'objectif est d'influer sur les décideurs politiques et les législateurs.

Les groupes d'intérêt privés prennent une telle ampleur en Chine que les autorités chinoises, après le 6e plénum du 16e congrès du Parti communiste, ont pris des mesures pour empêcher que ces groupes ne détruisent l'ordre social.

Singtao Daily rapporte un article du journal officiel Liao Wang, qui compte trois grandes catégories de groupe d'intérêt.

La première catégorie est liée au commerce extérieur. On y retrouve la chambre de commerce nationale et l'association des entreprises d'investissement dans le commerce extérieur. L'article montre que les membres de ce groupe pratiquent largement le lobbying au sein de la classe politique, en « achetant » ou en utilisant des enfants de fonctionnaires, ou en engageant des responsables de départements, des fonctionnaires comme « consultants » auprès des instances officielles, en finançant des centres de recherche des ministères et des commissions, en fournissant des experts qui se feront les fers de lance de leurs intérêts. Ils utilisent tous les canaux possibles pour exercer une influence sur les décideurs politiques et faire pencher les législations en leur faveur.

La deuxième catégorie est celle des très grosses entreprises d'État monopolistiques dans les domaines clés de la finance, de l'énergie, des transports et de la construction. Elles cherchent à défendre leur position de monopole en recrutant ou en achetant des politiques, des intellectuels comme porte-parole, pour influencer et contrôler le discours public en leur faveur.

La troisième catégorie est celle des chefs d'entreprises privés de divers secteurs d'activités. Ceux-ci se disputent les postes de représentants à l'Assemblée nationale populaire ou au CCPPC. Ils cherchent à se faire connaître sur la scène politique. S'ils n'y pénètrent pas, ils payent des experts pour tenter de corrompre à leur place les décideurs politiques.

Ainsi, en 2005, comme le souligne Le Quotidien du Peuple, parmi les 2 900 législateurs de l'Assemblée nationale populaire, plus de 200 étaient des hommes d'affaires privés.

Les entrepreneurs privés cherchent désormais à se faire entendre, à influer sur les décisions et les lois et revendiquent un pouvoir sur la scène politique.

Et si Hu Jintao et Wen Jiabao tentent, dans une politique

d'ajustement et de contrôle, de limiter l'influence de ces groupes d'intérêt qui réunissent hommes politiques et hommes d'affaires autour d'intérêts communs, celle-ci semble bien vaine face à l'ampleur du phénomène. En essayant de maîtriser la hausse rapide des prix de l'immobilier, souligne le Singtao Daily, Hu Jintao a entraîné une réaction en chaîne : les patrons immobiliers se sont unis avec des fonctionnaires, des médias, des centres de recherche pour envahir le discours public sur le problème immobilier et essayer de fléchir la politique de régulation.

Toutefois, si le Singtao Daily dévoile les aspects obscurs du pouvoir chinois, entre corruption et lutte d'influence, il n'en met pas moins en garde Hu sur sa politique de réajustement : ces groupes d'intérêt sont le fruit de la croissance, et vouloir stopper leur activité reviendrait à renier les réformes et à faire marche arrière dans le développement. Cela pourrait avoir des conséquences redoutables sur l'économie et la politique du pays.

## Une responsabilité sociale

Parallèlement à ces querelles de pouvoir politique et économique se développe une voie encore très peu explorée parmi les entreprises privées chinoises et ses nouveaux riches : l'engagement social.

En octobre dernier a eu lieu un grand rassemblement pour la fondation de l'alliance des entreprises chinoise pour la responsabilité sociale, auquel participaient entre autre IBM, Nokia (multinationales implantées en Chine) et des entreprises chinoises comme la Banque commerciale, TCL et l'assureur Ping An.

Cet événement sans précédent, dont le Nanfang Zhoumo se fait l'écho, ouvre la voix à un engagement social des entreprises chinoises prospères, sur le modèle des réseaux à but charitable des grandes entreprises internationales (comme par exemple le Global Leadership Network, dominé par IBM et GE).

Contrairement à ces chefs d'entreprise qui se réunissent pour jouer au golf, ce rassemblement d'entreprises à une vocation beaucoup plus humaniste : car si la Chine compte désormais un grand nombre d'entreprises riches et puissantes, les problèmes sociaux n'en demeurent pas moins nombreux, comme le montre le Nanfang Zhoumo, qui évoque notamment le problème d'une législation sociale encore trop réduite. Chao Fangming regrette par exemple que certains thèmes du développement durable soient relativement peu repris par les entreprises, comme l'économie des ressources énergétiques et la protection de l'environnement, tandis que

d'autres sont encore trop ignorés : le droit du travail est selon lui largement bafoué sur l'ensemble du territoire et même les économistes n'y portent encore que trop peu d'intérêt.

Toutefois, le Nanfang Zhoumo, tout en voyant dans ce rassemblement un point de départ, reste dans l'expectative : que feront réellement les entreprises chinoises dans ce domaine ? Cette volonté d'agir portera-t-elle ses fruits ? N'est-elle qu'une esbroufe de plus des entreprises pour redorer leur image ?

## Conclusion

Ces trente dernières années, les entrepreneurs privés chinois sont passés d'un stade embryonnaire à une maturité qui les amène à redéfinir leur rôle au sein de la société. Le pouvoir chinois doit désormais compter sur une nouvelle force sociale et politique : les hommes d'affaires, et notamment ceux qui ont fait fortune. La composition sociale de cette nouvelle classe est toutefois très ambiguë, puisque ces entrepreneurs sont très souvent issus de familles de hauts fonctionnaires, ayant un pouvoir politique indéniable. Pouvoirs économique et politique sont donc interdépendants, ce qui a des implications majeures pour la Chine : les groupes d'intérêt forment de véritables toiles d'araignées mêlant fonctionnaires, intellectuels et hommes d'affaires. Grâce à ces groupes d'intérêt, les hommes d'affaires, après avoir été longtemps exclus de l'arène politique, comptent faire entendre leur voix, exercer une influence profonde sur les décisions politiques et faire pencher la législation en leur faveur.

Parallèlement à ces luttes de pouvoir, certaines entreprises cherchent à intégrer le champ social. Très critiquées pour leur manque de responsabilité au sein de la société, certaines entreprises réagissent en se réunissant pour réfléchir à un modèle d'engagement afin que leurs richesses profitent à l'ensemble de la société. Ce groupe saura-t-il faire entendre sa voix ?

La question ultime pourrait être celle-ci : le développement du secteur privé et la formation des groupes d'intérêt marquent-ils l'avènement de nouvelles formes de pouvoir en Chine qui pourraient concurrencer le pouvoir monopolistique du Parti communiste ? •